

Convention collective

**IDCC : 9101. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**

(Aube)

(18 janvier 1977)

(Étendue par arrêté du 20 février 1978,
Journal officiel du 29 mars 1978)

AVENANT N° 81 DU 29 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997152M

IDCC : 9101

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Aube ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole de l'Aube,

D'une part, et

Fédération nationale de l'agroalimentaire et des forêts CGT ;

Syndicat départemental des ouvriers agricoles et forestiers de l'Aube CGT-FO ;

Syndicat des salariés d'exploitations agricoles de l'Aube FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 et l'avenant n° 5 du 28 septembre 2016 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, et avec les dispositions légales concernant les régimes collectifs de prévoyance, les parties se sont accordées pour procéder à un aménagement de l'annexe V à la convention collective de travail du 18 janvier 1977 concernant les exploitations agricoles et les coopératives d'utilisation du matériel en commun du département de l'Aube.

Ainsi, à la suite de la censure des clauses de désignation par le conseil constitutionnel, toutes les références à l'organisme assureur désigné en matière de garanties de prévoyance sont supprimées dans les articles de la convention collective.

Par ailleurs, les cotisations sont modifiées afin d'intégrer le haut degré de solidarité dont la gestion sera mutualisée et assurée au niveau national.

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 1^{er}

Toutes les références à l'organisme assureur « Agri prévoyance », sont supprimées dans les articles de l'annexe V de la convention collective du 18 janvier 1977 :

Ainsi, au 1^{er} alinéa du point III « Garantie décès » de l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire » de l'annexe V de la convention collective de travail du 18 janvier 1977, l'expression « de la garantie décès Agri prévoyance » est supprimée et est remplacée par « d'une garantie décès, mutualisée au niveau du présent accord, ».

Au 2^e alinéa du paragraphe 1 « capital décès » du point III, le terme « Agri prévoyance » est remplacé par « l'assureur ».

Au dernier alinéa du paragraphe 2 « rente éducation » du point III, le terme « Agri prévoyance » est remplacé par « de l'assureur ».

Article 2

Modification des taux de cotisation

Le point IV « Dispositions communes » de l'article de l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire » de l'annexe V de la convention collective de travail du 18 janvier 1977 est abrogé et remplacé par le suivant :

« 1. Cotisations

Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail-invalidité et garantie décès) est financé par une cotisation assise sur la rémunération brute, ainsi répartie :

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail sont financées par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur.

Les garanties incapacité de travail et invalidité, déduction faite de la cotisation correspondant à la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail, sont financées à hauteur de 50 % par chaque partie.

La garantie décès est financée à hauteur de 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié.

En sus de ces cotisations, l'employeur verse une cotisation, exclusivement à sa charge, au titre de l'assurance des charges sociales patronales. Cette garantie finance les charges patronales dues au titre de la quote-part des indemnités journalières financées par l'employeur.

L'assiette des cotisations correspond à la rémunération brute, dans la limite de quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales agricoles.

La cotisation décès est due dès l'entrée du salarié dans une entreprise relevant du présent accord.

Les autres cotisations sont appelées aux seuls salariés bénéficiant des prestations, c'est-à-dire aux salariés justifiant de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

La condition d'ancienneté mentionnée ci-dessus est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté.

2. Portabilité légale

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

3. Principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que celles de l'accord national du 10 juin 2008.

Afin de financer ces mesures, 1 % de la cotisation du régime de prévoyance leur sera affectée. Sa gestion est dévolue à un fonds de mutualisation national. »

Article 3

Extension, entrée en vigueur et dépôt

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Celui-ci entrera en vigueur au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il sera déposé à la DIRECCTE Grand Est, unité départementale de l'Aube, service de l'inspection du travail agricole à Troyes.

Fait à Troyes, le 29 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Salaires minima ouvriers et employés

(En euros.)

			TAUX horaire	SALAIRE mensuel
Classification	Emplois	Échelon	Au 1 ^{er} mars 2019	
Niveau I Emploi d'exécutant	Ouvrier d'exécution	1	10,03	10,03
	Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière mais dont l'exécution requiert un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage. Peut comporter l'utilisation de machines pré-réglées pour travaux simples.	2	10,35	10,35
Niveau II Ouvriers, agents techniques et employés spécialisés	Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire et une rapidité d'exécution compatibles avec l'organisation du travail dans l'entreprise.	1	10,87	10,87
	L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés, de façon occasionnelle et sous surveillance. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon les consignes données.	2	11,43	11,43
Niveau III Ouvriers, agents techniques et employés qualifiés	Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données.	1	12,00	12,00
	Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements intervenant dans l'exécution de son travail.	2	12,60	12,60
Niveau IV Ouvriers, agents techniques et employés hautement qualifiés	Emploi comportant l'organisation et l'exécution du travail. Il exige des connaissances et une expérience éprouvées permettant de participer aux décisions techniques.	1	13,24	13,24
	Emploi exigeant une maîtrise des techniques nouvelles. Le titulaire est chargé par l'employeur de la responsabilité dans l'exécution de certains travaux.	2	13,90	13,90

Smic au 1^{er} janvier 2019 : 10,03 €.

Nota bene : le montant forfaitaire des avantages en nature « nourriture et logement » est défini par la circulaire ACOSS n° 2005-179 du 22 décembre 2005 (annexe VI de la convention collective).

ANNEXE V

Salaires techniciens, agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

CATÉGORIES	NIVEAU	AU 1 ^{ER} MARS 2019	
		Taux horaire	Salaire mensuel
Technicien	TM1E1	14,87	2 255,33
Technicien ou agent de maîtrise	TM1E2	16,35	2 479,80
Technicien ou agent de maîtrise	TM2	18,00	2 730,06
Responsable technique ou chef de culture	C1		3 387,47
Directeur et gérant d'entreprise	C2		4 516,99